



# Assemblée générale

Distr. limitée  
14 octobre 2021  
Français  
Original : anglais et russe

Soixante-seizième session  
**Première Commission**  
Point 100 de l'ordre du jour  
**Désarmement général et complet**

**Fédération de Russie, Nicaragua et Zimbabwe : projet de résolution**

## **Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures concernant le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques, en particulier les résolutions [42/37 C](#) du 30 novembre 1987, [43/74 A](#) du 7 décembre 1988, [45/57 C](#) du 4 décembre 1990 et [60/288](#) du 8 septembre 2006,

*Rappelant également* les modalités et procédures techniques figurant dans l'annexe I du rapport sur les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) établi par le Secrétaire général en 1989<sup>1</sup>,

*Réaffirmant son attachement* à protéger l'humanité des guerres chimiques et biologiques,

*Considérant* qu'il est de l'intérêt de l'humanité tout entière d'exclure complètement la possibilité que soient employées des armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines, et convaincue que la conscience de l'humanité réprouverait l'emploi de telles méthodes,

*Déterminée* à condamner tout emploi de produits chimiques toxiques, d'agents biologiques ou de toxines comme armes par quiconque, en tout lieu et à tout moment, et le cas échéant à amener les responsables à répondre de leurs actes,

*Rappelant* les dispositions de la Convention de 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction<sup>2</sup>, de la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction<sup>3</sup>, du Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la

<sup>1</sup> [A/44/561](#).

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1974, n° 33757.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 1015, n° 14860.



guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques<sup>4</sup> et d'autres règles de droit international coutumier y relatives,

*Soulignant* que la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques sont essentiels pour la paix et la sécurité internationales,

*Réaffirmant* que l'article premier de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et l'article premier de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction interdisent effectivement, en toutes circonstances, l'emploi, la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines,

*Exhortant* tous les États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction à s'acquitter pleinement de toutes les obligations qu'ils ont contractées en vertu de ces conventions et de respecter les accords conclus lors des conférences des États parties chargées d'examiner ces conventions,

*Prenant note* des initiatives nationales visant à offrir une formation adéquate aux experts qui pourraient appuyer le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques,

*Ayant à l'esprit* la résolution 620 (1988) du Conseil de sécurité, en date du 26 août 1988,

*Rappelant* que, dans sa résolution 620 (1988), le Conseil de sécurité a décidé d'envisager sans délai, compte tenu des enquêtes menées par le Secrétaire général, des mesures appropriées et efficaces, conformément à la Charte des Nations Unies,

1. *Est consciente* qu'il y a eu des nouveautés dans le domaine de la science et de la technologie qui concernent le Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques et que la situation en matière de désarmement chimique et biologique a évolué depuis la création du Mécanisme en 1987 et l'adoption de ses modalités et procédures techniques en 1990 ;

2. *Redit* que le Secrétaire général devrait revoir périodiquement, avec l'aide de ses experts consultants désignés, les modalités et procédures techniques figurant dans l'annexe I du rapport qu'il avait établi en 1989, en tenant compte des modifications proposées par les États Membres, et les réviser selon que de besoin, pour les lui soumettre sur demande ;

3. *Encourage* les États Membres à déterminer quelles dispositions des modalités et procédures figurant à l'annexe I du rapport établi par le Secrétaire général en 1989 pourraient devoir être actualisées et à faire part de leurs idées et suggestions concernant les modifications à apporter pour actualiser les modalités et procédures ;

---

<sup>4</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, n° 2138.

4. *Prie* le Secrétaire général, dans la limite des ressources disponibles, de solliciter les vues des États Membres sur les questions visées au paragraphe 3 ci-dessus et de lui présenter, à sa soixante-dix-septième session, un rapport de fond accompagné d'une annexe contenant ces vues, dans la perspective de futurs débats entre les États Membres ;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dix-septième session une question intitulée « Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques ».

---